

Nos problèmes sont connus !

Ils résident dans une faible mobilisation des recettes internes, dans une masse salariale et une gestion des effectifs en inadéquation avec les ressources de l'Etat et avec les objectifs qu'il s'est assignés. A ce titre, il conviendra très rapidement, c'est à dire dans les tout prochains jours de prendre des mesures de réductions des indemnités qui concerneront tous les corps de l'Etat, l'objectif étant de procéder dans l'équité, à une rationalisation et à une simplification du système actuel.

Nos problèmes résident aussi dans la déliquescence des méthodes de travail et d'organisation, dans le non respect des procédures budgétaires et comptables et dans notre administration qui ne travaille plus.

Nos problèmes sont enfin constitués du poids de la dette intérieure et de la dette extérieure, de la faible consommation des crédits d'investissement.

La période de Transition doit être l'occasion d'une véritable prise de conscience et d'une volonté commune et opiniâtre de leur trouver ensemble les solutions propres à permettre aux autorités issues des prochaines consultations électorales d'aborder le troisième millénaire sur des bases plus saines.

Nigériennes,

Nigériens,

Mes Chers Compatriotes,

Le Conseil de Réconciliation Nationale entend affirmer sa détermination à entreprendre toutes les actions et mesures que nécessite la situation présente et qui peuvent assurément contribuer à modifier positivement l'état actuel de nos finances publiques.

En effet, aucune politique de croissance économique forte et durable ne peut se concevoir dans un environnement où ne prévalent la recherche de l'efficacité et les principes de discipline et de rigueur budgétaire.

Le Conseil de Réconciliation Nationale s'engage à poursuivre la mise en œuvre du Programme de réformes économiques et financières conclu avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

De même, le Conseil de Réconciliation Nationale réaffirme sa détermination à respecter les engagements internationaux préalablement souscrits par notre pays.

L'assainissement des finances publiques sera une des priorités de notre action pendant toute la période de transition, car il conditionne le succès des autres actions qui seront menées en faveur des populations et de la quiétude sociale.